

Le temps de l'eurogauche

par Jean-Louis BIANCO,
député des Alpes-de-Haute-Provence

Ce n'est un mystère pour personne que les partis sociaux-démocrates européens sont loin d'être d'accord sur tout. Mais c'est aussi le cas des autres formations politiques présentes au Parlement européen, y compris les Verts.

Depuis quelques années un effort sérieux a été entrepris, en particulier à l'initiative des socialistes français, pour que le Parti Socialiste Européen soit plus qu'une coquille vide. Récemment, un texte moins vague et moins creux que d'habitude a été adopté. Il est même convenu que nous nous efforcerions d'avoir un candidat commun pour la présidence du Parlement comme pour la présidence de la Commission.

A la question : «A quoi ça sert de voter aux élections européennes ?», l'une des réponses est bien : parce qu'il y a une vraie possibilité d'avoir une majorité de gauche au Parlement.

Sur quoi les socio-démocrates

européens sont-ils d'accord ?

L'expérience du groupe socialiste au Parlement européen a prouvé qu'il existe des bases suffisantes pour des positions communes sur de nombreux sujets. Si les Français, comme cela a été le cas sous la mandature précédente, sont modestes, présents, déterminés, ils peuvent arriver à faire bouger les lignes. En n'oubliant pas que nous n'avions que 18 députés sur 175 dans le groupe socialiste.

Les socialistes européens sont tous d'accord sur le fait que l'Europe n'est pas assez sociale. L'ensemble des socialistes européens se sont fortement battus (sans succès !) pour que la directive sur l'information et la consultation des travailleurs comporte des sanctions sérieuses. Ils sont favorables

à une régulation de l'économie de marché par le pouvoir politique. Ils sont d'accord pour une harmonisation fiscale.

► Le débat avec les socialistes européens doit nous permettre à la fois d'avancer concrètement dans la réalisation d'une Europe sociale et d'affiner, sur le plan national, notre propre projet.

Ils veulent généralement une Europe plus forte sur la scène internationale mais ils ne sont pas tous d'accord sur la relation avec les Etats Unis, bien que l'intervention américaine en Irak et la manière dont elle est conduite aient beaucoup fait pour rapprocher nos camarades d'une position, disons, «française».

Ils sont favorables à une augmentation de l'aide au développement, au rôle de l'ONU, à une démocratisation des institutions internationales, avec des positions proches des nôtres.

Sur les services publics, nous sommes moins isolés qu'il n'y paraît. Nous avons rallié l'ensemble des partis socialistes européens à l'idée

d'une directive cadre. Mais nous sommes très isolés sur la remise en cause des libéralisations déjà effectuées. Il existe aussi une singularité socialiste française majeure : officiellement, pour le PS, en tout cas depuis le congrès de Dijon, service public = capital 100 % public.

Nos camarades européens ont tendance à voir dans EDF un «prédateur», qui d'un côté s'abrite derrière son statut public et de l'autre mène une politique d'acquisition agressive. Seuls les socialistes belges et la gauche européenne (qui comprend les communistes) ont voté avec les socialistes français contre les directives qui prévoient l'ouverture totale du marché du gaz et de l'électricité.

Dans tous les partis socio-

démocrates européens, il existe des minorités, parfois fortes, proches du PS. Il est vrai que l'axe du SPD allemand, du PSOE espagnol, des socialistes portugais... sans même parler des travaillistes anglais est «plus à droite» que nous. Cependant, les jeunes socio-démocrates, par exemple les autrichiens et les suédois, sont extrêmement proches de nous sur la critique du libéralisme et sur l'Europe sociale.

D'où viennent nos différences et nos divergences ? Globalement, d'une méfiance moins grande que chez nous à l'égard de l'économie de marché. Mais, surtout d'histoires et de cultures différentes. Seule la France combine la tradition d'un Etat fort et interventionniste, de syndicats faibles et divisés, d'un patronat pendant

longtemps (et encore majoritairement aujourd'hui !) très réactionnaire, d'une société civile vivante mais jusque récemment peu présente dans le débat politique national.

Nous sommes d'ailleurs contraints de réexaminer nos positions traditionnelles pour l'élaboration de notre projet : dans quels domaines avons-nous besoin d'un Etat fort ? Est-il possible d'aider à l'émergence d'une véritable force syndicale ? Comment développer la démocratie participative sans nous bercer d'illusions ?

Le débat avec les socialistes européens doit nous permettre à la fois d'avancer concrètement dans la réalisation d'une Europe sociale et d'affiner, sur le plan national, notre propre projet. □